Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 108 (1963)
Heft: 10

Artikel: Plaidoyer pour l'histoire militaire
Autor: Bauer, E.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343172

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Souvenons-nous, pour tout ce qui concerne les problèmes d'armement, des paroles du général Marshall:
« Je ne connais aucune arme et aucun engin militaire capables de décider du sort d'une guerre, mis à part la volonté du peuple de défendre sa liberté et son indépendance. »

Malgré le rôle important joué par la technique et la science dans la stratégie actuelle, la victoire ou la défaite d'un pays continueront à dépendre finalement du moral et de la valeur du soldat, ainsi que de la volonté de défense de toute la population.

Colonel-divisionnaire F. Kuenzy
Chef du Service technique militaire

Plaidoyer pour l'histoire militaire

Nous voici parvenus à l'ère de l'explosif physique, car c'est bien ainsi qu'il faut définir la charge nucléaire, agissant par fission (A) ou par fusion (H). Mais si l'explosif chimique se voit ainsi détrôné, au cours du sixième siècle de ses applications tactiques et stratégiques, c'est aussi que la technique de la propulsion a doté les armées de missiles portant jusqu'à 10 000 kilomètres, et capables de parcourir le quart d'un méridien terre, dans un délai de moins d'une demi-heure.

En présence de l'évolution de ces vingt dernières années, on peut se demander si l'histoire militaire présente encore quelque intérêt pour l'homme d'Etat et pour le grand chef chargé de la défense nationale d'une grande puissance. En un mot comme en cent, la tactique des blindés durant la deuxième guerre mondiale comporte-t-elle, dans son analyse et sa synthèse historique, plus d'applications pratiques, au moment où nous prenons la plume, que celle des formations d'éléphants antiques, si diligemment et si fructueusement

étudiée par le colonel italien Armandi, que son volume, publié en 1843, n'a pas connu moins de quatre rééditions jusqu'en 1886?

Somme toute, si l'on se place au niveau de la guerre thermonucléaire généralisée, s'exprimant en mégatonnes, les enseignements que l'on peut déduire de l'étude des campagnes du passé même récent, sont de peu de profit, pour ne pas dire de nul profit. Le système de batailles d'un Turenne, d'un Frédéric le Grand, d'un Napoléon Bonaparte, d'un Nelson, d'un Moltke, d'un Joffre, d'un Foch, d'un Guderian, d'un Rommel, d'un Manstein, d'un Montgomery, d'un Eisenhower, d'un Patton, d'un Joukov, d'un Koniev, etc. est désormais dépourvu de toute utilité pratique.

Mais, s'il convient d'envelopper ces grands capitaines dans la pourpre des dieux morts, à combien plus forte raison pourrons-nous nous dispenser désormais de la lecture et de la méditation de leurs commentateurs, quelles que soient, du reste, la pertinence et la sagacité de leurs commentaires.

Dans cette perspective du troisième tiers du XXe siècle, les enseignements d'un Jomini, d'un Clausewitz, d'un Friedrich Engels, du colonel Foch, du contre-amiral Mahan, du brigadier J. E. C. Fuller ou du capitaine Liddell Hart ne seront pas de beaucoup de plus de profit pour la formation du futur stratège, que la lecture d'Hippocrate, de Galien ou de Guy Patin, pour le candidat en médecine. Et déjà l'on a annoncé que les conseillers militaires du président Kennedy ont remplacé la lecture des auteurs précités par la consultation des ordinateurs électroniques.

Quoi qu'il en soit, beaucoup de ces œuvres, si estimables soient-elles, n'auront plus pour nous d'autre intérêt que le seul intérêt historique: clés nous ouvrant les portes du passé, mais non celles qui débouchent sur l'avenir. Nous avons déjà assisté à une mutation de cette sorte; elle se place à l'époque où l'arme à feu achevait la conquête du champ de bataille.

Pour un monarque ou un grand seigneur féodal des XIVe et XVe siècles, l'antiquité classique demeurait chose vivante

sur le plan militaire. La biographie romancée d'Alexandre le Grand par Quinte Curce, ou la compilation de Flavius Vegetius Renatus, intitulée *De re militari* n'étaient pas pour eux un simple aliment de leur curiosité intellectuelle, mais elles leur apportaient encore une foule d'exemples et de cas concrets dont ils cherchaient à s'inspirer dans leur comportement en campagne.

D'où les nombreuses traductions des historiens romains que nous trouvons dans les bibliothèques royales et seigneuriales constituées à cette époque. C'est ainsi qu'au château de Neuchâtel, à côté d'ouvrages de piété et de romans de chevalerie, le comte Rodolphe de Hochberg († 1487) conservait sur les rayons de sa librairie, le « *livre de Valère le Grant, imprimé en papier* », le « *premier livre de la tierce décade de Thitus Livius, en parchemin historié* » et le « *livre des Romains et de Julius César* », également copié sur parchemin et richement enluminé.

Trois siècles plus tard, Alexandre, Hannibal, César ne sont plus retenus par Napoléon qu'à titre de héros et d'exemples de cette force morale qui fait les grands capitaines. S'agit-il de se former, par l'étude, aux principes de la stratégie, l'Empereur ne remonte pas plus haut que la deuxième partie du XVIIe siècle et que les campagnes de Turenne, tué à Salzbach le 27 juillet 1675. Et encore ne laisse-t-il pas de faire remarquer à ses interlocuteurs de Sainte-Hélène, que l'évolution est considérable depuis l'époque de Villars, de Marlborough et du prince Eugène.

* * *

Mais reléguée, si l'on ose dire, au rang de science théorique ou archéologique, l'histoire militaire, c'est-à-dire celle des guerres, des campagnes, des batailles, de la stratégie, de la tactique, de la technique des armements et des institutions militaires du passé se voit aujourd'hui menacée dans les auditoires universitaires qui constituent sa position de repli,

par les tenants d'une nouvelle doctrine historique qui se qualifie pédantesquement de « non-événementielle ».

Aux dires des apôtres de cette nouvelle philosophie de l'histoire, les arbres nous auraient empêché de voir la forêt. L'histoire pratiquée au collège et même à l'Université se bornerait fâcheusement, prétend-on, à une énumération chronologique de batailles et de traités de paix, ainsi qu'à une fastidieuse nomenclature d'empereurs, de rois, de généraux, de ministres, de diplomates, de héros et de martyrs. Dans cette perspective étriquée de l'histoire politico-militaire, les chercheurs et les érudits des générations précédentes auraient perdu de vue le principal objectif de leurs recherches, à savoir l'« évolution des structures sociales ».

Il est clair que l'histoire dans le passé n'a pas laissé de prêter le flanc à des critiques du genre de celles que l'on vient d'énoncer. On n'en relèvera pas moins la part de sophisme qui s'inclut dans ce raisonnement des protagonistes français et étrangers des « sciences humaines » : à savoir que les « structures sociales » dont ils ont plein la bouche, évolueraient en vase clos, en vertu d'un déterminisme qui leur serait propre et qu'en Sorbonne on n'ose pas encore appeler « matérialisme historique » comme on le fait à Moscou.

Or tout démontre, au contraire, depuis quelque cinq mille ans, que la guerre et, partant, les institutions militaires ont été l'un des facteurs déterminants de l'évolution humaine et sociale, et qu'à notre époque, leur importance à cet égard n'a nullement diminué. Tout au contraire.

Les peuples de l'Antiquité se sont battus pour se procurer la main-d'œuvre servile nécessaire à leurs constructions gigantesques. Au Moyen Age, c'est l'« histoire-bataille » (Morgarten, Laupen, Sempach, Naefels, etc.) qui explique que les noms de Lucerne, de Berne, de Zurich, de Bâle, de Schaffhouse etc. ne se lisent pas dans le même contexte que ceux d'Augsbourg, d'Ulm, de Memmingen, d'Ingolstadt et de Ratisbonne, si voisins, pourtant, sur la carte et de semblable

« structure sociale ». Parallèlement, les besoins de la défense nationale à l'époque des guerres de Cent Ans (1337-1457) ont façonné les institutions monarchiques de la France médiévale.

* * *

Mais ce qui est déjà vrai au XIVe siècle, l'est encore bien davantage pour l'époque contemporaine. En 1648, en annexant l'Alsace, la monarchie française succéda conventionnellement aux obligations contractées naguère par l'empire allemand en faveur des sujets transférés à la souveraineté du Roi très Chrétien. Et, de fait, elle leur tint parole, à telles enseignes que la tolérance religieuse régna entre le Rhin et les Vosges, alors que Louis XIV persécutait les protestants dans toutes les autres provinces de son royaume. En 1871, les annexés d'Alsace et de Lorraine furent autorisés à opter entre la France et l'Allemagne, mais les optants français furent mis en demeure de quitter le pays; on remarquera, toutefois, que le vainqueur ne mit aucun obstacle à ce qu'ils transférassent leurs biens sur le territoire de la Troisième République.

Il n'en va plus ainsi en notre époque de guerre totalitaire et de caractère idéologique. La survie ou l'extermination de quelque 200 000 Israélites français qui ont succombé dans les camps de concentration, a dépendu, en définitive, d'un certain nombre d'événements militaires qui, du 10 mai au 25 juin 1940, ont scéllé leur sort sur les champs de bataille de la Meuse, de la Somme et de l'Aisne. Songeons aussi à ces conséquences encore inconnues de la défaite: des millions d'individus expulsés de leurs foyers dans le délai d'une heure et avec 30 kg de bagage.

En 1945, la défaite militaire du Troisième Reich a amené quelque 17 millions d'Allemands de la zone soviétique à subir la dictature du parti qui s'intitule « marxiste-léniniste », et elle a aussi déterminé de manière prépondérante l'« évolution des structures sociales » dans les pays satellites.

Nier donc l'importance du facteur militaire dans l'histoire

de l'humanité, c'est méconnaître tout un aspect de son évolution, et pas seulement des aspects négatifs, car la recherche historique, comme vient de le faire M. John U. Nef [1], doit aussi faire apparaître tous les enrichissements techniques et matériels que les multiples nécessités de la guerre ont apportés aux peuples occidentaux: à tout le moins l'accélération de la recherche industrielle et la vulgarisation de ses inventions.

Telle est la contribution qu'apporte à nos connaissances de l'humanité cette humble « histoire-batailles » tant décriée par certains « penseurs » qui ne sont que des étourdis pour ne pas dire davantage. Mais s'il en est ainsi, l'événement dans cette perspective et, bien entendu, dans certaines limites, c'est aussi le choc des personnalités. Mais, en utilisant cette expression, précisons que l'historien ne doit pas se contenter de braquer son projecteur sur les grands ténors de la stratégie et de la tactique: Napoléon à Ulm, Nelson à Trafalgar, Moltke l'aîné à Sadowa, Togo à Tsoushima, Joffre à la Marne. La contribution des vaincus à la gloire des vainqueurs n'est pas moins importante, et Mack, Villeneuve, Benedek, Rojestvensky et Moltke le jeune ont, eux aussi, beaucoup de secrets à nous révéler.

L'histoire militaire sera donc « personnaliste » sans négliger, comme de juste, cette personnalité collective, si attachante et si mouvante, qui s'appelle l'homme dans le rang. Mais elle sera aussi « probabiliste », c'est-à-dire qu'elle reconnaîtra qu'à l'intérieur de certaines limites de nombre, d'organisation et d'armement, l'issue de telle campagne ou de telle bataille, demeurait aléatoire à la manière d'une partie d'échecs ou, mieux encore, d'une partie de bridge. Pour toutes sortes de raisons, sa sacrée Majesté le Hasard, comme disait le Grand Frédéric, continue à interférer dans les combinaisons de la guerre, ne serait-ce que parce que les

---

[1] *La guerre et le progrès humain*, traduction française de M. A. Rebillon, Paris, Alsatia, 1954.

combinaisons génétiques donnant naissance à une Jeanne d'Arc, à un Napoléon Bonaparte, à un Robert E. Lee, à un Adolf Hitler, sont et demeurent imprévisibles et jusqu'ici, tout au moins, ne se laissent pas déterminer.

Nous voilà à l'opposite de la doctrine déterministe et anti-personnaliste qui s'enseigne sur les bancs de l'école historique « non événementielle ». Mais encore doit-on se demander si ses théories et ses méthodes ressortissent aux conceptions que, de ce côté du Rideau de fer, nous nous faisons d'une science libre, basée sur l'observation sans préjugé des faits, l'utilisation, sans idée préconçue, des documents, et repoussant tout finalisme.

A tout le moins, nous ferons remarquer au lecteur la surprenante convergence qui existe entre la dite histoire non événementielle et le matérialisme historique, revisé dans le sens anti-personnaliste depuis la mort et la dégradation posthume de Joseph V. Staline, tel que le professent à Moscou les grands clercs de la théologie marxiste-léniniste.

* * *

Ceci dit, revenons un instant à notre point de départ. Il est clair, effectivement, que si la guerre de demain devait consister en un pur et simple échange de missiles mégatonniques, l'étude des guerres du passé ne présenterait plus aucun intérêt pour le soldat, et que, dans cette hypothèse, les procédés tactiques les plus modernes et les matériels les plus perfectionnés ne méritent pas plus sa curiosité que la phalange macédonniene et la pique de 18 pieds dont s'armaient les Suisses de Morat et de Marignan.

Mais ce n'est pas la seule hypothèse à considérer, et, dans l'état actuel de la technique de la dissuasion, l'on peut admettre que c'est la moins probable. Chacun des deux géants en présence peut assurément réduire en cendre et en poussière les villes de son rival, et lui tuer 75 millions d'habitants dans l'espace d'une demi-heure, mais chacun d'eux sait aussi

que la représaille est toute prête, et qu'il est parfaitement incapable de la déjouer. Auquel cas il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu, mais seulement deux victimes, ce qui n'est pas le but de l'opération.

On en revient ainsi à des conceptions plus classiques de la guerre, avec ou sans intervention du projectile atomique tactique, que ce soit sous forme de missiles, d'obus ou de bombe d'avion. Allons même un peu plus loin dans nos prévisions et faisons remarquer qu'en ce qui concerne la doctrine de guerre atlantique, l'administration démocrate vient de renverser l'interprétation qu'on donnait précédemment, dans la terminologie occidentale, aux mots d'« épée » et de « bouclier ».

L'« épée » c'était précédemment la puissance atomique provoquant la défaite de l'adversaire, tandis qu'on ne demandait aux forces classiques, dénommées « bouclier » que d'assurer une mission de couverture, destinée à empêcher l'ennemi de s'enfuir en avant. Aujourd'hui, en revanche, sur ordre du président Kennedy, c'est aux armées conventionnelles qu'est déféré le rôle de l'« épée », sous la protection du « bouclier » constitué par les forces nucléaires, c'est-à-dire qu'en cas de conflit, celles-ci s'en tiendraient provisoirement à l'effet dissuasif qu'elles exercent aujourd'hui.

Engagées dans ces conditions, les forces conventionnelles de la coalition atlantique peuvent-elles compter à coup sûr sur le puissant appui de l'arme atomique tactique? Aucune garantie ne leur est plus fournie à cet égard car, de toute évidence, les Américains redoutent l'effet de spirale ascendante qui, au bout de quelques jours de conflit, nous conduirait du projectile d'un demi-kilotonne, au missile intercontinental de 10 ou même 50 mégatonnes.

Dans ces conditions, il y a lieu de prévoir qu'un conflit Est-Ouest pourrait bien prendre la forme d'une guerre classique, intégrant, bien entendu, tous les progrès techniques réalisés dans le domaine de l'armement, des transmissions et des transports depuis la capitulation sans condi-

tions du Troisième Reich. Mais alors il est bien clair que l'étude historique de la stratégie et de la tactique doit être maintenue à tous les échelons de l'enseignement militaire.

* * *

Je veux bien qu'on a reproché à l'Ecole de guerre de Paris d'être, entre 1930 et 1939, demeurée en retard d'une guerre, et d'avoir formé l'armée française aux méthodes de la guerre de Crimée. Nous ne prendrons pas position à ce sujet, car si pareille accusation a été formulée par M. Tout-le-monde, au lendemain de la catastrophe de mai-juin 1940, le procès de la doctrine militaire française durant l'entre-deux-guerres n'a jamais été instruit avec impartialité et compétence depuis vingt-trois ans.

Il y a lieu de remarquer, toutefois, que, dans le camp adverse, l'étude objective des expériences de la première guerre mondiale a conduit à l'édification d'une organisation militaire qui s'est, du 1er septembre 1939 au 4 décembre 1941, démontrée parfaitement adaptée à toutes les éventualités qui pouvaient se présenter, tant en plaine qu'en montagne, dans la neige de Norvège ou dans les sables de l'Afrique du Nord. Qu'on lui ait imposé en vertu de la directive « *Barbarossa* » du 18 décembre 1940, des missions sans proportion avec ses possibilités, la chose ne souffre aucun doute, mais ce grief s'adresse à l'utilisateur de cet instrument, nullement à ceux qui l'avaient conçu, construit et affilé.

D'où nous pouvons conclure qu'aujourd'hui encore, il est un utile usage de l'histoire militaire. Mais à condition, bien entendu, qu'elle satisfasse à un certain nombre de conditions fondamentales, hors desquelles elle sera plus nuisible qu'utile. Tout d'abord, elle doit être rigoureusement objective. Son but, c'est d'établir un juste enchaînement des faits, et non pas d'apporter une démonstration plus ou moins truquée à une théorie préconçue. L'historien qui, comme les rédacteurs de la « *Grande Guerre patriotique* » acceptent d'un comité

central de parti, l'ordre de démontrer « le caractère progressiste de l'art militaire soviétique et son incontestable supériorité sur l'art militaire des armées bourgeoises », est peut-être un habile courtisan, ce n'est pas un historien, et nous doutons qu'il fasse œuvre utile et salutaire.

D'autre part, elle doit faire un juste départage entre l'essentiel, l'accidentel et le particulier. La surprise est certainement l'un des principes les plus immuables de la guerre, depuis le cheval de Troie, et tous les grands capitaines ont su la revendiquer dans leur camp. Mais les procédés qu'ils ont utilisés à cet effet, ont varié de l'un à l'autre, et ce ne sont pas ces procédés qui constituent vraiment l'essentiel.

L'historien militaire doit tenter de se replacer dans la situation et l'ambiance du moment. Il lui convient donc de faire abstraction de ce qu'il a pu apprendre par la suite pour juger de telle ou telle décision prise dans un camp ou dans l'autre : ce ne sont pas ces éléments que nous pouvons supputer en détail à l'heure qu'il est, qui ont servi de base à tel ou tel ordre, mais les renseignements du moment, toujours partiels et souvent entachés d'erreur. On a discuté à perte de vue pour savoir si les chars alliés étaient plus ou moins nombreux que les chars allemands, le 10 mai 1940. Vaine discussion, puisque la base d'appréciation du Haut commandement français reposait sur 11 Pz. D. à 488 chars, alors qu'Hitler en avait 10, endivisionnant moins de 3000 engins.

Mais ce renseignement erroné fait apparaître comme plus téméraire encore la manœuvre du généralissime français, alors qu'un renseignement de bonne source annonçait, dès le 22 mars 1940, la ruée allemande sur l'axe Sedan-Abbeville. Bien entendu, d'autres rapports parvenus sur la table du général Gamelin concluaient en sens contraire. Il n'empêche que l'hypothèse « Ardennes » aurait dû être envisagée et les mesures prises pour la contrecarrer et que l'on doit sur ce point relever le manque de réaction des G. Q. G. de Vincennes et de la Ferté-sous-Jouarre... Compte tenu des renseignements recueillis à l'époque, et non pas de ce que nous con-

naissons du *Fall « Gelb »*, par les savantes publications de M. Jacobsen.

« On ne joue pas aux échecs avec un bon cœur » aimait à dire Charles Maurras, c'est-à-dire que l'historien militaire n'est pas un moraliste. Juge des coups joués, il doit se départir de toute sympathie ou antipathie. Et il le fera d'autant plus que pour l'homme dans le rang, la cause qui lui met le fusil à la main est toujours une juste cause. Ce n'est qu'à des niveaux très supérieurs de la hiérarchie politico-militaire que l'on peut parler de responsabilité, de culpabilité ou de complicité.

Enfin, la sincérité de l'auteur doit être absolue, si désagréables que puissent être certains inventaires et certaines conclusions. A taire les défaillances intellectuelles du commandement, et morales de la troupe, on risque de les voir se reproduire à la plus prochaine occasion. Mais encore, il faut rétablir l'ambiance et les circonstances, car si certaines troupes se sont débandées sous les bombes des « *Stukas* », c'est aussi qu'elles se trouvaient dépourvues de tous moyens de les combattre. Auquel cas la responsabilité de la panique est à chercher ailleurs que dans ses rangs.

S'il en est ainsi, il faudra encore que l'historien militaire, plus que par le passé où l'évolution se faisait lentement, soit capable d'apprécier les caractéristiques des matériels en action de part et d'autre. Il ne s'agit pas, en effet, de se borner à compter des chars ou des avions, il faut encore être capable d'en comparer les performances, car on n'est plus à l'époque de Napoléon, où le fusil à silex et le canon de bronze tirant des boulets de bronze étaient équivalents dans toutes les armées et, au surplus, ne connurent aucun progrès qui vaille la peine d'être mentionné, entre Valmy et Waterloo.

* * *

Mais si l'étude de l'histoire militaire est utile et même nécessaire à la formation des chefs de l'ordre supérieur, ce n'est pas elle — n'en déplaise aux historiens — mais le caprice

de la destinée qui les fait surgir un peu au hasard. Reste, toutefois, que le tempérament de cet homme prédestiné ne s'affadit nullement à la méditation des grands exemples du passé, mais que celle-ci lui permet de se transcender lui-même, de grade en grade et de commandement en commandement.

Toujours est-il que cette méditation de l'histoire militaire ne doit être ni dilettantesque, ni désordonnée, comme le fut celle d'un Adolf Hitler qu'on eût peine à prendre en faute sur tel épisode de la guerre de Sept Ans, aussi bien que sur chacune des phases de la bataille du Jutland, depuis les premiers obus échangés par les croiseurs *Elbing* et *Galatea*, le 31 mai 1916 vers 15.30, jusqu'au torpillage du cuirassé *Pommern*, à l'aube du lendemain. Pour être profitable, pareille étude doit être systématique et s'inscrire dans un programme.

Auquel cas, son bénéfice est évident, et c'est ce que marquait si heureusement le général prussien Willisen qui succéda à Clausewitz, dans son enseignement de la *Kriegsakademie* de Berlin, quand il écrivait à l'intention des ses élèves:

« *Vom Wissen zum Können ist immer ein Sprung: der Sprung aber ist vom Wissen, und nicht vom Nichtwissen* ».

L'homme tout d'action qu'était le futur maréchal Foch, en rappelant ce mot en tête de son « Principe de la guerre » nous semble avoir tranché la question de façon définitive.

Lt. colonel Ed. Bauer